

livre, tout en leur permettant de vendre leur bœuf à 10 ou 12 cents la livre, ils se procureraient ainsi un mets délicieux autant que recherché tout en gagnant beaucoup d'argent. Voyez aussi quel avantage en retireraient nos pêcheurs ; ce seraient probablement des millions de dollars chaque année.

Ce plan d'entrepôt à froid devrait être exécuté et exploité dans l'intérêt de la population du Canada, soit par l'Etat soit par une compagnie privée encouragée par le Gouvernement. L'objection est que ce serait conférer un monopole à une compagnie qui, ambitieuse de se payer des dividendes, pourrait ne pas traiter les cultivateurs avec justice. Ce serait une entreprise de rapport, personne n'en doute et n'y voit de difficulté. Le Gouvernement prime d'autres industries sans espoir ni aucune possibilité de retour. Il a déjà déboursé \$10,000,000 en primes au bénéfice des métallurgistes canadiens, dans la fabrication du fer, de l'acier et du plomb. De ce chiffre, \$6,000,000 se répartissent sur les cinq dernières années. Cette somme suffirait à exécuter et maintenir le plan d'entrepôts frigorifiques que réclament les cultivateurs. Nous devons nous rappeler—et le Gouvernement ferait bien de ne pas l'oublier—que trois Canadiens sur cinq sont intéressés dans l'agriculture, que trois Canadiens sur quatre ont des intérêts dans l'agriculture et les pêcheries, tandis que pas plus d'un sur 400 n'est intéressé dans l'industrie du fer, de l'acier et du plomb. Les cultivateurs ne demandent pas de subvention au Gouvernement ; ils ne sollicitent pas de lui une prime. Ils lui demandent tout simplement de faire un bon et sage placement tout en aidant aux cultivateurs canadiens.

M. T. S. SPROULE (Grey-est) : Monsieur l'Orateur, au sujet du discours de Son Excellence, je dirai brièvement qu'à mon sens, il est important que tous les députés qui le désirent saisissent la Chambre des griefs qu'il est en son pouvoir de redresser, qu'ils attirent l'attention du Gouvernement et de la députation sur tout oubli dans ce discours ou qu'ils traitent de toute question qui intéresse le Parlement.

D'abord, je dois joindre ma voix à celle de ceux qui ont félicité le proposeur de l'adresse et celui qui l'a appuyée. Ces personnes se sont acquittées avec beaucoup de tact et de talent de la tâche qui leur était dévolue. Nous ne pouvons partager toutes les opinions qu'ils ont émises, mais nous sommes unanimes à reconnaître qu'ils les ont exprimées convenablement. Nous pouvons aussi admettre une bonne partie de ce que contient le discours de Son Excellence et nous nous empressons avec plaisir de le reconnaître. Ainsi nous approuvons d'un commun accord les félicitations de Son Excellence au sujet de la prospérité qui règne au Canada. Nous nous enorgueillissons de ce fait à l'égal de Son Excellence et nous le félicitons de même que nous félicitons les

M. CHISHOLM.

habitants du pays, de la prospérité qui nous sourit depuis quelques années. Mais nous ne saurions partager l'opinion de l'honorable député de Lambton-ouest (M. Pardee) que le mérite de cette prospérité revient en grande partie au Gouvernement. Je pourrais, si je voulais, faire ce que bien d'autres ont fait avant moi et demander—mais je le demanderais en vain—ce que le Gouvernement a fait pour atteindre le degré de prospérité dont nous jouissons. Est-ce grâce aux grandes voies de communications qu'il a établies ? A quelque mesure politique de haute prévoyance qu'il a mise en œuvre ? Non, car rien de cela n'existe. Nous sommes forcés de croire que le Gouvernement s'arroge le mérite de ce que la providence a fait, ou de circonstances qui affectent le Canada à l'égal des autres pays et qui ont contribué à la prospérité universelle. En hommes politiques et en hommes d'Etat les honorables députés de la droite cherchent à tourner ces choses à leur avantage, pour tâcher de convaincre la population que c'est le Gouvernement actuel qui a amené cette ère de prospérité. Ils sont incapables et en thèse générale et en s'appuyant sur des faits particuliers de soutenir cette prétention.

Nous joignons nos félicitations à celles de Son Excellence parce que nous avons reçu, depuis quelques années, plus d'immigrants que jamais. Mais c'est un fait regrettable et patent pour tout le monde à la Chambre comme au dehors, que jamais auparavant nous n'avons eu au Canada autant d'immigrants inutiles et peu désirables que nous en rencontrons depuis une couple d'années. Sans compter que les débours pour cette propagande ont été énormes. Nous avons dépensé à cette fin près d'un million de dollars l'année dernière. Les hommes qui, précisément, dépensent cette somme fabuleuse, affirmaient, avant de prendre les rênes du pouvoir, que \$120,000 étaient une somme par trop considérable à consacrer au service de l'immigration. Malgré les sacrifices que nous nous imposons à grands frais de nos jours, il nous arrive plus de mauvais immigrants, plus de sujets qui restent à la charge du public charitable que jamais auparavant dans l'histoire du Canada. Ontario est infecté de cette non-désirable classe d'immigrants. J'en vois même au Manitoba et dans le Nord-Ouest. Je ne doute pas qu'ils se rencontrent en grand nombre aussi dans toutes les autres provinces. Les députés de la gauche attirent chaque année l'attention du Gouvernement sur ce point et lui font voir la nécessité d'imposer des règlements sévères pour enrayer le flot de cette mauvaise catégorie d'immigrants. Le Gouvernement n'a jamais écouté nos conseils, mais il s'est efforcé au contraire d'augmenter le chiffre de l'immigration, sans égard à la qualité ou à la valeur des immigrants.

Comme Son Excellence, nous nous félicitons de ce que lors de son voyage à travers